

LA « DÉBROUILLARDE », UNE PANOPLIE D'ASTUCES POUR ATTEINDRE LE « TAUX DU JOUR »

Noël OBOTELA RASHIDI, Historien.
Professeur ordinaire/
Université de
Kinshasa, Faculté
des Lettres et
Sciences Humaines.
Membre du Conseil
de Rédaction de
Congo-Afrique.
nobotela2005@
yahoo.fr

Le chanteur congolais Pépé Kallé (de son vrai nom Jean-Baptiste Kabasele Yampanya wa ba Mulanga), décédé à Kinshasa le 28 novembre 1998, avait, dans sa chanson « *Article 15* » écrite en 1985, invité les Zaïrois à « se débrouiller pour vivre » ! Ce cri d'alarme dénonçait déjà, de façon étonnante, le paradoxe que le Professeur Georges Mpwate Ndaume a, en d'autres mots, rappelé en 2019, dans son ouvrage « *Paradoxe congolais : vivre très pauvre dans un pays immensément riche* » !¹ La crise est telle que tout est mis à contribution pour s'en sortir, surtout au niveau du peuple d'en bas où le « taux du jour » est la règle.

L'Institut Congolais de Recherche en Développement et Études Stratégiques (ICREDES) nous en a fait une illustration parlante à travers l'enquête menée dans le secteur de la restauration à Kinshasa². Cette étude met en exergue, non seulement l'importance des « mamans malewa », mais aussi la place de la femme dans « la survie des ménages » ; elle relève aussi les contraintes à la fois structurelles et conjoncturelles, notamment les barrières et les tracasseries³. Notons que, selon cette enquête, 24,4% de tenancières des restaurants considèrent la police comme le principal responsable des tracasseries !⁴ En circulant dans les rues de la Capitale, le constat est formel : les Congolais s'adonnent à de multiples activités relatives à la survie. À notre avis, la pauvreté semble

1 G. MPWATE N., *Paradoxe congolais : Vivre très pauvre dans un pays immensément riche*, Éditions Universitaires Européennes, 2019.

2 J. KANKWENDA MBAYA, D. OLELA NONGA et alii, *Les femmes dans le secteur de la restauration à Kinshasa*, Icredes-Osisa, Kinshasa – Montréal, 256 pages.

3 Lire N. ELEBEE MA ELEBE, Préface, in J. KANKWENDA M., *Op. cit.*, pp. 15-16.

4 Cf. *Résumé Exécutif*, in J. KANKWENDA, *Op. cit.*, p. 21.

en être la cause fondamentale. Depuis le début de cette année, la pandémie du coronavirus est venue accentuer les malheurs de ces débrouillards.

Note liminaire sur le contexte

Depuis 1960, nous assistons à la dégradation de la situation socio-économique du pays suscitée par des troubles sociopolitiques successifs. Le tissu socio-économique s'est progressivement désarticulé jusqu'à ce jour. En scrutant l'histoire, il nous revient de relever le départ massif des commerçants et autres hommes d'affaires européens au moment de l'indépendance en 1960. Les plus résistants avaient fini par céder suite aux pressions découlant des troubles politiques successifs qui ne cessaient de secouer le pays.

Quelques entreprises agricoles avaient continué à fonctionner à travers le territoire national. Retenons le cas des Huileries du Congo Belge dont les immenses plantations s'étendaient dans les anciennes provinces de Bandundu, de l'Équateur et de la province Orientale. Aujourd'hui, tout cela a presque disparu ! Il y a deux ans, quelques chercheurs tant Congolais qu'Européens partis de Kinshasa pour visiter la célèbre cité de Leverville (appelée aujourd'hui Lusanga) dans les environs de Kikwit, avaient été déçus. En effet, la désolation les attendait ; les grandes étendues de plantations d'alors n'existent plus ! Les rares ouvriers encore sur place sont dans le dénuement. C'est un cas parmi tant d'autres à travers le pays ; c'est tout le monde rural qui se trouve dans l'abandon.

Ce monde rural a encore été assommé, en 1973, quand le Président Mobutu décida d'opérer la « zaïrianisation » (une nationalisation à la congolaise) des entreprises en les cédant aux entrepreneurs nationaux dont la plupart étaient des acteurs politiques ou des proches du pouvoir parfois sans aucune préparation ni connaissance en management et en gestion des entreprises. À partir de cette époque, le monde rural a été condamné au dénuement. Ces entreprises sont rapidement tombées en faillite. Au lieu d'être confiées aux gestionnaires, ces sociétés se sont retrouvées entre les mains des « prédateurs » ou des « jouisseurs » !

Une autre indication de l'abandon du monde rural consiste à évaluer l'état des voies de communication, principalement les routes dites de desserte agricole qui devraient favoriser l'approvisionnement des centres urbains en produits agricoles ; des routes susceptibles d'inonder les marchés et permettre ainsi la baisse des prix sont devenues des sentiers. Faute de voir leur production être évacuée vers les centres de consommation, les paysans, découragés et ne trouvant pas d'emploi dans les milieux ruraux, n'ont d'autre issue que d'aller en ville à la recherche du mieux-être. Ainsi, les hommes adultes valides ont fini par quitter les campagnes pour venir remplir les villes où la situation n'était guère reluisante. D'autre part, le

déclin de la Minière de Bakwanga (MIBA) a contribué à faire affluer à Kinshasa autant de jeunes transformés en taxi-motards (communément appelés à Kinshasa « Wewa »).

C'est là une des causes qui poussent les ruraux à rejoindre, par exemple, la capitale du pays. Ainsi, Kinshasa se remplit de façon désordonnée de gens démunis venant de nos campagnes. La circulation de la population n'est plus soumise à un quelconque contrôle comme à l'époque coloniale. Rappelons que la RD Congo n'a pas un système efficace d'identification et de traçabilité étendu à tout le pays. Qui est qui ? Qui va où ? Qui habite où ? etc. sont des questions souvent sans réponse dans nos administrations. Les Kinois dont le lieu d'origine se trouve dans les Provinces limitrophes sont souvent surpris de voir arriver chez eux, sans sommation aucune, des membres de famille venus du village pour s'installer à Kinshasa ! Ceux d'origine des provinces éloignées sont aujourd'hui relativement épargnés à cause de la distance et de l'absence des bateaux ou embarcations sûres.

Ces observations expliquent pourquoi les villes sont submergées par ces populations qui s'agglutinent dans nos cités et qui se débrouillent à longueur de journée dans les rues, devant chaque maison, au carrefour des rues, etc. Chacun se « débrouille » pour vivre et arracher un espace en vue d'écouler sa « marchandise » car « à Kinshasa, tout se vend et tout s'achète » !

Pépé Kallé avait-il « prophétisé » en 1985 ?

Quelle surprise de constater que ce chanteur avait, de façon extraordinaire, plus de trente ans auparavant, illustré la situation dans laquelle nous évoluons aujourd'hui, même si le phénomène commençait déjà à se manifester à cette époque-là ! Son invitation est claire et précise : « *Débrouillez-vous po o vivre* » ; et il avertit que cela ne se fera pas sans sacrifice, car il faut être très courageux et transpirer : « *Mwana mama o pikaka, motoki nayo otangisa...* » (Mon frère, tiens bon, car il faudra travailler dur et faire couler ta sueur).

Il demande alors à ses compatriotes de suivre les exemples des débrouillards étrangers. Il les énumère :

« *Sala lokola ba Ovest Africains mama* »

(Faites comme les Ovest-Africains)

« *Batondi Lipopo bayei se koluka* »

(Ils sont venus nombreux à Kinshasa pour chercher)

« *Sala lokola ba Libanais* »

(Faites comme les Libanais)

« *Batondi Lipopo bayei se koluka* »

(Ils sont venus nombreux à Kinshasa pour chercher)

« *Sala lokola ba Portuguesse o mama* »

(Faites comme les Portugais)

« *Batondi Lipopo bayei se koluka* »

(Ils sont venus nombreux à Kinshasa pour chercher)

Dans cette énumération manquent les Grecs, les Indo-Pakistanaïses et les Chinois. Certes, les Grecs et les Indo-pakistanaïses étaient déjà au Congo Belge, surtout après la Seconde Guerre Mondiale, mais les Chinois sont venus récemment en force sur l'échiquier commercial de la RD Congo. Ils sont à tous les niveaux, aussi bien dans le grand commerce que dans l'informel et dans les coins les plus reculés de la Capitale, s'exprimant en lingala !

À côté de ces étrangers venus à Kinshasa pour la recherche du mieux-être et qui abusent quelquefois de la pauvreté de leurs employés en les payant des maigres salaires fixés avec la complicité de certains Congolais, il y a surtout ces Congolais qui vivent « au taux du jour » et parfois au ras du sol ! Le chanteur a cité notamment :

« *Tala na libongo bana bakokumba kumba* »

(Voyez comment les jeunes gens se débrouillent au port en transportant les Marchandises amenées par les embarcations ou baleinières sur le fleuve)

« *Tala ba receveurs bako ganga tongo pokwa* »

(Voyez les convoyeurs des taxi-bus criant du matin au soir pour appeler les clients)

« *Tala ba ligablo etondi mboka mobimba* »

(Voyez la prolifération désordonnée des boutiques et autres points de vente à travers la ville de Kinshasa)

« *Tala ba musiciens tokoyemba po tolia* »

(Même les musiciens sont obligés de chanter pour trouver de quoi manger)⁵.

Depuis 1985, le paysage de l'informel a profondément évolué. Le nombre de jeunes sans emploi a augmenté notablement. Ainsi, des endroits comme le Rond-point Ngaba, Victoire et Kintambo ou les abords des marchés sont envahis par des jeunes qui y mènent leurs « transactions ». Dans ces lieux, la violence et les tracasseries policières sont relevées. Entre les jeunes « débrouillards », il y a parfois des bagarres pour des sommes dérisoires !

En parcourant les rues de la Capitale, un fait frappe tout observateur : partout et devant chaque maison ou dans tout espace inoccupé, on rencontre des femmes et des hommes derrière une tablette ou un sac à même le sol, qui étalent quelques maigres produits à vendre. Nous ne pouvons passer

5 Que les lecteurs ne me tiennent pas rigueur pour cette traduction quelque peu libre.

sous silence ces ventes matinales à la criée. Elles concernent ces femmes et enfants habitant les zones ou les communes avoisinant les Quartiers comme Salongo à Lemba ou Mama Mobutu. Ces quartiers sont souvent envahis tôt le matin par des cris de ces femmes tenant à vendre qui les feuilles de manioc, qui des fruits comme les avocats ou les oranges, etc. Chacun se débrouille pour faire vivre sa famille. Les femmes demeurent à l'avant-plan du combat contre la pauvreté pour la survie. Tel est le cas de cette dame qui, mère des jumelles, a cessé de vendre la braise et circule à travers la Cité Salongo pour écouler son bassin de pains parfois jusque assez tard. Pendant ce temps, le mari sans emploi se trouve à la maison pour s'occuper des enfants.

Les femmes s'investissent dans la restauration populaire

Revenons sur l'enquête ci-haut qui porte sur les « *Mamans Malewa* », ces dames qui s'occupent de la petite restauration populaire dans toutes les communes de la Ville. Ces « mamans malewa », qui exercent dans l'informel, nourrissent la capitale et s'occupent de la survie de leurs ménages.

Le rapport de cette enquête est rendu en huit chapitres dont le premier précise le cadre conceptuel et méthodologique (pp. 35-45). Le deuxième chapitre (pp. 47-70), consacré aux femmes opératrices de la petite restauration à Kinshasa, fournit la géographie urbaine et les caractéristiques sociales des tenancières des « malewa ». Le troisième chapitre (pp. 71-87) enrichit la connaissance du lecteur sur le cadre juridique et la conformité aux normes.

Le quatrième chapitre (pp. 89-127) nous introduit dans la dimension économique des restaurants malewa. Le suivant (pp. 129-145) décrit la dimension sociale et familiale de ces petits restaurants. Le sixième chapitre (pp. 147-155) se préoccupe des conditions environnementales et hygiéniques provoquées par la petite restauration à un moment où la Ville évolue au rythme de « Kin bopeto »⁶. L'autonomisation de la femme, les défis et les opportunités pour l'avenir de la petite restauration font l'objet du chapitre sept (p. 157-169). Arrêtons-nous un instant à ce chapitre.

La question essentielle qu'il pose consiste à savoir si les « mamans malewa » peuvent s'autonomiser à travers cette activité. « *En rapport avec la vision d'avenir, les restauratrices enquêtées pensent dans leur grande majorité (80,1%), que leurs activités ont un avenir, qu'elles sont susceptibles de progresser et de les promouvoir davantage sur le plan social et économique. Quelques 19,9% n'ont pas cette perspective optimiste* » (p. 158) ! En outre, cette enquête menée en 2018 montre qu'il y a trop de tracasseries de la part des services de l'État : imposition d'une multitude de taxes,

6 « Kin bopeto » est un vaste programme de salubrité publique lancé par le Gouverneur de la ville de Kinshasa, M. Gentiny Ngobila.

difficulté à obtenir un document à cause d'une bureaucratie budgétivore et chronophage, etc. (p. 161).

Le chapitre huit (pp. 171-183) livre les défis et les recommandations en rapport avec ces petits restaurants. Ces défis concernent leur légalité et leur légitimité ; leur transformation en entreprises formelles ; la promotion socioéconomique de la femme ; l'accès aux sources de financement ; le défi managérial de l'affectation judicieuse des bénéfices réalisés et celui des capacités pour la protection professionnelle ; l'harmonisation du rapport entre agents du fisc et exploitants de la petite restauration ; le défi environnemental et hygiénique (pp. 171-180). Les recommandations tournent autour de deux axes : le premier porte sur les défis, tandis que le second est lié aux décideurs et acteurs comme parties prenantes (pp. 180-183).

La « débrouillardise » ou l'informel à l'épreuve du coronavirus

Au moment où nous élaborions ce texte, les événements avaient pris une tournure inattendue sur le plan mondial avant d'influer sur l'évolution de la situation interne des États. La RD Congo n'a pas échappé à ce vent inattendu.

Début mars 2019, beaucoup de pays d'Afrique ont reconnu l'existence de la pandémie du coronavirus et pris des mesures idoines pour en limiter la propagation. Ainsi, en RD Congo, à la fermeture de l'Université de Kinshasa, intervenue le 8 janvier 2020, s'est ajoutée celle très générale et étendue à tout le territoire national de tous les établissements tant primaires, secondaires qu'universitaires. Cette mesure a frappé de plein fouet les activités informelles exercées autour des homes des étudiants et au sein des cités universitaires.

L'exemple de l'Université de Kinshasa illustre la situation évoquée dans le paragraphe précédent. Nombreux sont les « débrouillards » (hommes et femmes) qui ne savent plus écouler leurs « marchandises » faute d'acheteurs (étudiants) obligés de quitter le Campus. La plupart des « mamans malewa » n'ont plus de clients pour consommer les mets. La pandémie a aussi créé d'autres catégories des chômeurs : jeunes gens offrant leurs services aux étudiants pour leur porter de l'eau ou laver leurs habits ; vendeurs de l'eau à la criée, etc., nettoyeurs des véhicules des professeurs et administratifs (les parkings étant déserts), etc.

Beaucoup ont été témoins de la flambée des prix des biens de première nécessité, au courant du mois de mars 2020. Certains quartiers ont vu le prix de la botte de légumes passer, en une journée, de 2000 FC à plus de 6000 FC ! La raison de ce bond fut une folle rumeur liée au Covid-19. En effet, certains Internauts avaient laissé croire qu'un des médicaments pour soigner le coronavirus était la les feuilles d'un arbuste sauvage, le « Kongo bololo » (littéralement : « Kongo amer »).

Enfin, la ville de Kinshasa étant isolée du reste du pays par la fermeture des frontières nationales et internationales, certains jeunes « débrouillards » (en l'occurrence les transporteurs ambulants des marchandises) se retrouvent au « chômage », car les embarcations et autres camions remorques en provenance de Matadi, de Kikwit ou de Mbandaka (par le fleuve) sont interdits d'entrée à Kinshasa. La pandémie a fini par bouleverser le marché de ces emplois informels, et même des activités informelles en général. Les déplacements étant très réduits, les cireurs des chaussures ont difficile à rencontrer leurs clients. Par conséquent, leur gain s'amenuise au jour le jour !

Quelle conclusion tirer de ce regard ?

Demain, à la sortie de la situation de crise imposée par la pandémie, le Congolais plongera davantage dans la pauvreté ; le paysage des activités informelles sera de plus en plus modifié et adapté. Nous assisterons certainement à la naissance d'autres activités ou des comportements hérités de la période de pandémie. Il sera difficile au Congolais d'abandonner l'esprit de la débrouillardise, seule piste lui permettant de tenir et atteindre le « taux du jour » ou le minimum vital ! Quelles que soient les tracasseries et autres impositions, les activités informelles prendront encore davantage de l'ampleur. Les gens trouveront bien des voies et moyens pour esquiver les diverses impositions et tracasseries.

Pour ne pas mourir de faim, il faudra innover en instituant de nouvelles astuces. De nouveaux vocabulaires rappellent une triste réalité, celle de « manger par délestage ». Ainsi, les termes techniques de la SNEL (pour signifier les coupures d'électricité à cause de la sursaturation du réseau) rentrent dans le quotidien du Congolais. On peut s'imaginer une famille qui mange tous les deux jours, une partie de membres se privant de la nourriture pour que l'autre puisse manger ! D'ailleurs, une des causes de l'échec du confinement décidé pour limiter la propagation du Covid-19 est liée à la précarité qui mine les Kinois. Ils sont obligés de sortir pour chercher ou, mieux, de se « débrouiller pour vivre ».

Espérons que la sortie de cette crise sanitaire verra le Congolais davantage aguerri et ingénieux pour contourner les obstacles. La question récurrente consiste à avoir le minimum vital ou « le taux du jour » pour ne pas disparaître ! Le gouvernement est aussi appelé à innover en termes de soutien humanitaire. ■